

## Des bienfaits de l'inégalité

### L'État et l'économie rurale au Sénégal

**L**E Sénégal offre à l'économiste du développement un bel exemple du penchant urbain qui prévaut actuellement dans le monde postcolonial. Il n'est d'ailleurs point besoin d'être économiste pour avoir au moins un aperçu du problème. Dakar, avec ses imposants bâtiments administratifs du centre-ville et ses quartiers résidentiels bien équipés pour les fonctionnaires, n'a rien de surprenant pour qui arrive d'Europe. En revanche, qui approche la ville en venant des campagnes sénégalaises voit Dakar comme un phénomène miraculeux ; un villageois qui se rendait pour la première fois de sa vie dans la capitale le disait : « C'est le seul endroit du Sénégal qui est en marche. » L'eau qui coule du robinet, les routes goudronnées, l'électricité, ces choses-là ne se voient que rarement sinon jamais en brousse. Et on peut y ajouter les écoles, les services médicaux, les cinémas et les hôtels « trois étoiles » ; aux yeux d'un campagnard, en effet, les équipements d'une ville moderne sont des merveilles. C'est peut-être une banalité de relever un tel contraste, mais c'est une banalité *pertinente*. Aujourd'hui Dakar compte plus d'un million d'habitants et cette population s'accroît rapidement. Seule une minorité vit dans le luxe, mais le bidonville le plus humble offre de meilleurs espoirs de survie matérielle que n'importe quel village.

(\*) Version d'une communication présentée à la School of Oriental and African Studies de Londres, lors d'un colloque sur « The fate of post-colonial economics in West Africa », des 8 et 9 juillet 1983.

Faut-il alors reprocher à la ville méchante, et à la bureaucratie rapace qu'elle héberge, la dégradation matérielle des campagnes ? Quand on compare la prospérité urbaine à la pauvreté rurale, la tendance à moraliser existe, certes, surtout quand on sait que le Sénégal dépend toujours de la culture de l'arachide. Toute l'économie est basée sur cette monoculture dans le nord du pays. Autre banalité ! De plus, les producteurs d'arachide, dont le revenu par tête d'habitant ne dépasse pas 350 F par an, sont lourdement taxés par le truchement des réseaux de commercialisation étatiques (1). L'État fait payer cher les services qu'il rend au monde rural, c'est-à-dire le maintien de l'ordre et l'accès des agriculteurs au marché. Quand on les compare à tout ce qui est offert à la ville, ces services peuvent apparaître comme le strict minimum ; ils sont, néanmoins, très réels. Imaginons un moment une solution « à la Pol Pot », c'est-à-dire la disparition physique de la presque île du Cap-Vert et de la bureaucratie étatique de la scène sénégalaise ; pourrait-on soutenir honnêtement que la paysannerie connaîtrait un sort meilleur ? L'effondrement du commerce extérieur, l'anarchie politique, la floraison du brigandage, tel serait le prix que le monde rural aurait à payer si on appliquait cette solution de science-fiction. S'il est vrai que la ville exploite les campagnes, elle leur rend également des services.

Les producteurs paysans de la seule culture d'exportation nationale ont, certes, été soumis à différentes sortes d'extorsion par des commerçants privés et par des fonctionnaires de l'État, mais on aurait tort de les considérer comme des victimes sans défense contre les exactions de la ville. La paysannerie a effectivement souffert des prix monopolistes fixés par l'État et elle a été le jouet des usuriers privés, mais elle dispose de stratagèmes individuels pour survivre, de stratagèmes qui pourraient servir à l'occasion à renforcer sa position dans des négociations collectives. Quand les taux d'échange leur sont trop défavorables, les paysans peuvent se retirer du marché et revenir à l'agriculture de subsistance, en cultivant le mil au lieu de l'arachide ; ou bien ils peuvent vendre leurs produits en contrebande sur le « marché parallèle » de la Gambie ; ou bien encore ils peuvent plier bagages et rejoindre les bidonvilles. Chacun de ces stratagèmes paysans représente potentiellement une menace directe pour la ville et pour l'État dans la mesure où ils minent les fondements mêmes du système des impôts. Et ici, nous ne sommes pas dans le domaine de la science-fiction ; ces trois solutions (culture de subsistance, contrebande, urbanisation) ont été appliquées à grande échelle au

(1) Voir les chiffres dans R.H. Bates, *Markets and States in Tropical Africa*, Berkeley (Calif.), University of California Press, 1981, pp. 28-29, 109-120, 142-143.

cours des quinze dernières années. Les paysans qui ont opté pour telle ou telle solution l'ont fait avant tout dans un réflexe individuel de survie. Pour transformer ce réflexe individuel en un mouvement cohérent et organisé de revendication rurale, ils auraient besoin de leaders, d'une élite capable de défendre le monde des campagnes.

Où peuvent-ils trouver une telle élite ? C'est le Bloc démocratique sénégalais (1948-1956) de Léopold Senghor qui a été le premier à essayer de formuler les revendications de la paysannerie sénégalaise. Celle-ci devait être protégée contre la corruption et les privilèges urbains que représentaient Lamine Gueye et le Parti socialiste. Lamine et son parti furent battus aux élections, puis ils rallièrent la coalition au pouvoir (1951-1956). Les paysans ont fourni les votes nécessaires, alors que Senghor et son parti soutenaient leur cause sur le plan rhétorique (et parfois aussi sur le plan matériel). Ce parti, cependant, se transforma peu à peu en instrument de la domination urbaine, notamment à partir de l'indépendance en 1960. La mise sur pied d'un monopole d'État dans le domaine de la commercialisation de l'arachide, censé « aider la paysannerie », a constitué l'instrument par lequel la ville exploitait le monde rural (2). Ce mécanisme, et la sécheresse sahélienne, ont été à l'origine du « malaise paysan » de 1969-1973 et cette vague de mécontentement paysan a permis aux chefs de la confrérie mouride de se poser en leaders du premier syndicat rural indépendant d'Afrique (3).

À première vue, on imagine mal les marabouts parfumés des confréries musulmanes du Sénégal comme les champions des paysans pauvres. Les réformateurs musulmans et les gauchistes des villes les dénoncent, entre autres, comme des charlatans qui, au nom de la religion, asservissent des disciples ignorants et crédules en organisant une exploitation féodale et en promettant le paradis dans l'au-delà en échange de tributs versés ou de travail fourni ici-bas. Cette caricature n'est pas tendre pour les marabouts : faut-il donc les tenir pour responsables des souffrances de leurs disciples dans les campagnes ? Même en termes strictement matérialistes, la réponse doit être négative. Les marabouts mourides et leurs disciples sont d'accord pour affirmer que la seule récom-

(2) Une recherche effectuée par la BIRD a révélé que les prix payés aux producteurs d'arachide représentaient les pourcentages suivants par rapport aux prix (fob) internationaux : 1962-69 : 45-48 % ; 1969-70 : 36 % ; 1970-71 : 32 % ; 1971-72 : 40 % ; 1972-73 : 30 %. Voir R.H. Bates, *op. cit.*, pp. 142-143.

(3) R. Cruise O'Brien, « Ruling class and peasantry in Senegal 1960-1976 : the politics of a monocrop economy », in D. Cruise O'Brien, *The political economy of underdevelopment : dependence in Senegal*, Londres, Sage, 1979, pp. 209-227.

pense des disciples se trouve dans l'au-delà ; cependant, ce commun accord ne doit pas induire l'observateur en erreur. Dans la pratique, les « saints hommes » offrent à leurs disciples les services sociaux disponibles en milieu semi-désertique, ainsi qu'une protection politique. La confrérie mouride a formulé des revendications qui sont celles de la paysannerie arachidière tout entière, notamment en ce qui concerne le monopole de commercialisation de l'office étatique (ONCAD) : « N'abaissez pas trop les prix aux producteurs, car, si vous abusez de votre monopole, nous abandonnerons l'arachide en faveur du mil et de notre survie... » L'application quasi généralisée de ces préceptes a ouvert la voie qui a abouti, récemment, au démantèlement de l'ONCAD.

Dans ce contexte d'agitation rurale, il est regrettable pour la paysannerie arachidière que les marabouts, au cours de la période récente, se soient de plus en plus tournés vers le commerce et vers la ville. « Les marabouts de l'arachide n'existent plus », déclare J. Copans (4). La sécheresse et la désertification ont provoqué l'abandon forcé de certaines exploitations arachidières sur les terres déjà sablonneuses du nord du Sénégal (et le gouvernement en fixant des prix trop bas pour les récoltes, a accéléré le processus...). La confrérie mouride a aussi contribué à créer son propre désert en cultivant les terres sans se soucier de l'avenir. Mais si Dieu n'envoie pas assez de pluie et le gouvernement pas assez d'argent, elle ne peut rien faire d'autre que d'abandonner les abords du Ferlo et chercher son salut dans la ville. Si les marabouts se joignent aux disciples dans cet exode rural, les campagnes auront alors perdu leurs leaders. Jusqu'à présent, ce sont les disciples qui ont les premiers emprunté le chemin de la ville, et atteint jusqu'aux cités industrielles de l'Europe, mais ils ont été encouragés par leurs leaders à chercher fortune dans le petit commerce en milieu urbain.

R.H. Bates a insisté sur le rôle de pivot que jouent les paysans riches en arbitrant les relations entre la paysannerie africaine et l'État. Le paysan riche (le koulak pour certains) hésite entre deux options : s'allier au gouvernement national, en échange d'une allocation préférentielle de patronage, ou bien s'allier à la paysannerie en obtenant un soutien, entre autres politique. Il y a des paysans riches au Sénégal, soit des marabouts, soit des prêteurs d'argent (*borom barke* ou « maître des bénédictions »). Ces gens peuvent aider le gouvernement à appliquer la loi, ils peuvent soutenir un appareil d'État instable en échange de concessions de terres ou de prix différentiels. Ils peuvent aussi défendre la cause des

(4) J. Copans, « Les chercheurs de la confrérie et la confrérie des chercheurs. A chacun son Khalife et Marx pour tous ? », *Politique africaine* 4, 1981, p. 121.

paysans, qui est en partie la leur, comme l'ont montré les maîtres de la confrérie mouride lors du malaise paysan. Si la politique gouvernementale des prix accule les paysans à une misère telle qu'ils ne peuvent plus se permettre de payer le tribut de leur dévotion à leurs leaders spirituels, ceux-ci peuvent se sentir lésés par le gouvernement. Si les débiteurs n'arrivent plus à rembourser leurs dettes, il en sera de même des usuriers.

Les marabouts, les gros propriétaires terriens et les maîtres des bénédictions disposent incontestablement d'un pouvoir politique et ils ont les moyens d'exprimer leurs revendications de façon efficace. Ce sont eux qui se rapprochent le plus de ce que l'on pourrait appeler une aristocratie dans le Sénégal rural. Si les paysans veulent être défendus efficacement contre le gouvernement, c'est vers eux qu'ils se tourneront. Ce sont eux qui savent comment tourner les lois qui frappent le commerce de contrebande, et les agents du gouvernement sont obligés de les traiter avec égard. Même leurs clients bénéficieront d'un peu de respect. Ils peuvent organiser un mouvement de protestation suffisamment puissant pour arracher à l'État une augmentation sensible du prix payé aux producteurs d'arachide (ils l'ont fait en 1970). Ont-ils joué un rôle dans la disparition de l'ONCAD ? Si N. Caswell a raison d'interpréter le démantèlement de l'Office comme une réponse aux protestations et aux évasions de la paysannerie, nous pouvons admettre que l'aristocratie rurale soutenait discrètement ces protestations aussi bien que ces évasions.

*(traduit de l'anglais par R. Buijtenhuijs)*